

Sommaire

Indicateurs économiques

2-3

Conjoncture économique
du 3^{ème} trimestre 2016

Emploi et chômage

4

Activité, chômage et emploi :
rétrospective 2007-2016

Rédaction :

Vanessa Jereb, Secrétaire nationale

Jean Louis Besnard, Conseiller national

Jean Pierre Yonnet et Djamel Messaoudi
(Orseu)

 www.facebook.com/Syndicat.UNSA

 [@Unsa_officiel](https://twitter.com/Unsa_officiel)

 www.unsa.org

 **+33 1 48 18 88 00**

 **21 rue Jules Ferry**
93177 BAGNOLET CEDEX

Retrouvez les articles complets
sur le site [www.unsa.org/ECO Emploi](http://www.unsa.org/ECO_Emploi)
ou sur le lien direct eco.unsa.org

ÉDITO

n°2 février 2017

La prudence s'impose

Les deux articles de cet Éco Info nous montrent une situation économique en très légère amélioration et un emploi qui retrouve quelques timides couleurs. Mais tout cela est fragile et tout choc, interne ou externe pourrait entraîner une rechute.

La France ne peut pas réellement se prémunir contre un bouleversement externe. Comme en 2008, nous en subirions les conséquences, même si, à nouveau, notre système de protection sociale et nos divers filets de sécurité permettraient de mieux en limiter les dégâts que dans des pays moins bien dotés en la matière.

En cette période électorale, certains, comme si le risque externe ne suffisait pas, nous promettent des chocs internes. Nous connaissons bien la rhétorique de la sortie de l'Euro et donc de l'Europe. A l'UNSA, sans être naïfs sur certaines pratiques, nous ne pensons pas que le salut réside dans la fermeture des frontières.

Sans tomber dans un tel scénario, d'autres prônent une politique récessive en diminuant drastiquement le budget de l'État et le nombre de fonctionnaires.

L'UNSA a interpellé les principaux candidats démocrates à la Présidence de la République sur les sujets économiques. Pour nous, il s'agit de stimuler cette croissance trop molle par un soutien aux investissements et aux entreprises pour des emplois de qualité, notamment pour la transition énergétique et numérique.

Pouvoir ces nouveaux emplois suppose un effort massif sur la formation et la mise en œuvre rapide du CPA dans toutes ses dimensions. Cela suppose enfin de faire du dialogue social un outil majeur de la transition économique. C'est à cette aune que nous jugerons les programmes économiques des candidats.

Vanessa Jereb
Secrétaire nationale



La conjoncture économique du 3^{ème} trimestre 2016 :

une amélioration et des déceptions

Une légère amélioration de la conjoncture économique

La croissance économique au 3^{ème} trimestre a légèrement augmenté (+ 0,2%) après la stagnation constatée au trimestre précédent. Ce résultat décevant est à imputer à la stagnation de la consommation et de l'investissement depuis deux trimestres. De son côté, les exportations qui représentent plus d'un quart de la production nationale ont augmenté timidement (+ 0,7%). Mais cela ne suffit pas pour compenser l'insuffisance de la demande interne (investissement et consommation). Cette tendance française reflète la moyenne de la zone euro dont la croissance tombe à 0,3% contre 0,5% au 1^{er} trimestre. Même l'Allemagne est confrontée au même problème

Taux de croissance du PIB

	2015	T1 2016	T2 2016	T3 2016
Zone euro	1,5%	0,5%	0,3%	0,3
Allemagne	1,7%	0,7%	0,4%	0,2
Espagne	3,2%	0,8%	0,8%	0,7
France	1,3%	0,7%	- 0,1%	0,2%
Italie	0,8%	0,3%	0,0%	0,3
Royaume-Uni	2,3%	0,4%	0,6%	0,6
États-Unis	2,4%	0,2%	0,4%	0,9

de croissance molle. En revanche, l'Espagne et le Royaume-Uni bénéficient d'une accélération depuis le début de l'année.

L'investissement en panne depuis deux trimestres

L'investissement des entreprises a stagné pour le 2^{ème} trimestre consécutif après avoir progressé de 2% au 1^{er} trimestre. Les investissements industriels ont reculé de 2% au 3^{ème} trimestre après une stagnation au trimestre précédent. Ce recul est compensé par la reprise des investissements dans le bâtiment (+ 1,3%) et dans les services (+ 1,5%).

L'insuffisance de l'investissement contraste avec la situation financière des entreprises qui s'est nettement

améliorée depuis deux ans. Leur taux de marge a atteint son niveau le plus élevé depuis 2009. Mais, cette marge économique a très peu bénéficié à l'investissement. Les entreprises ont préféré l'utiliser pour se désendetter ou consolider leurs fonds propres. Une partie est utilisée pour financer les prix et une autre partie pour financer les embauches. On constate en effet une nette reprise des créations d'emplois dans le secteur marchand et une hausse (très faible) des salaires.

Une consommation anémique malgré une amélioration du pouvoir d'achat

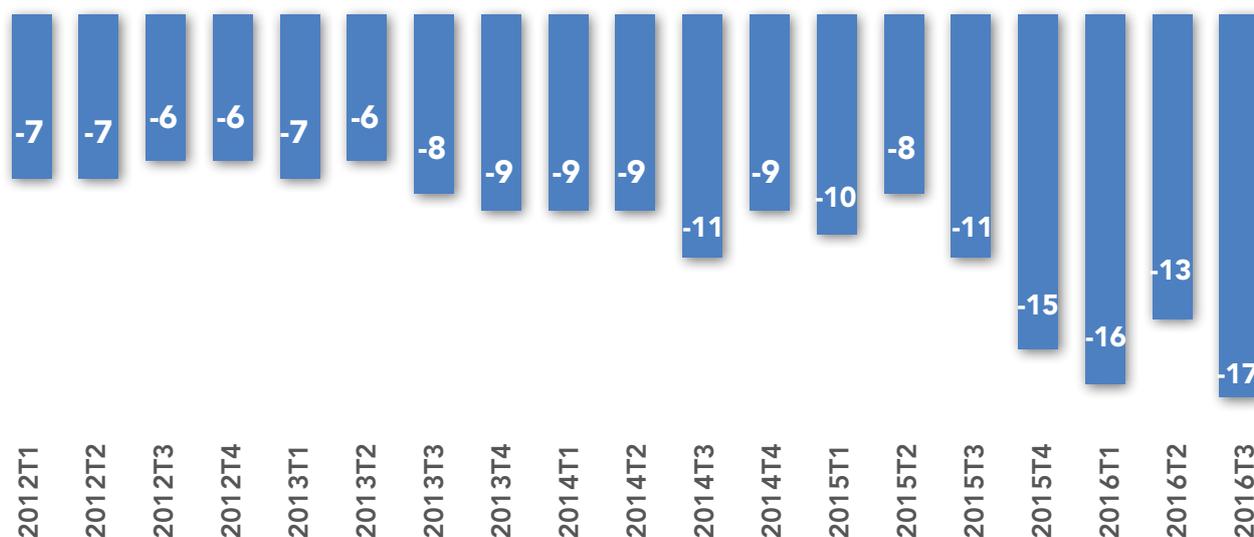
La consommation des ménages a stagné pendant les deux derniers trimestres alors que le pouvoir d'achat a progressé en raison principalement d'une faible inflation. Tant que le chômage ne recule pas fortement et durablement, l'inquiétude des ménages persistera, ce qui ne favorise pas la consommation. A ce problème de chômage s'ajoute le ralentissement des salaires. Ces derniers ont progressé très faiblement depuis 4 ans : + 1,2% en 2016 contre près de 3% en 2007. En outre, la baisse du salaire d'embauche constaté dans plusieurs secteurs en difficultés économiques fait émerger une catégorie de salariés à faible pouvoir d'achat.

Cette catégorie est composée principalement d'anciens demandeurs d'emplois ou des jeunes sortant du système scolaire prêts à un prendre un travail moins payé et souvent précaire.

Le commerce extérieur en berne malgré une politique de compétitivité coûteuse

Le déficit du commerce extérieur s'est creusé en 2016 alors que la compétitivité-coût des entreprises s'est redressée et le taux de change de l'euro a été favorable. Ces facteurs favorables aux exportations n'ont eu quasiment aucun effet. De leur côté, les importations ont augmenté beaucoup plus vite. Hors pétrole, le déficit commercial s'est aggravé par rapport à la même période de 2015. Cela montre que le redressement de la compé-

Déficit du commerce extérieur en milliards €



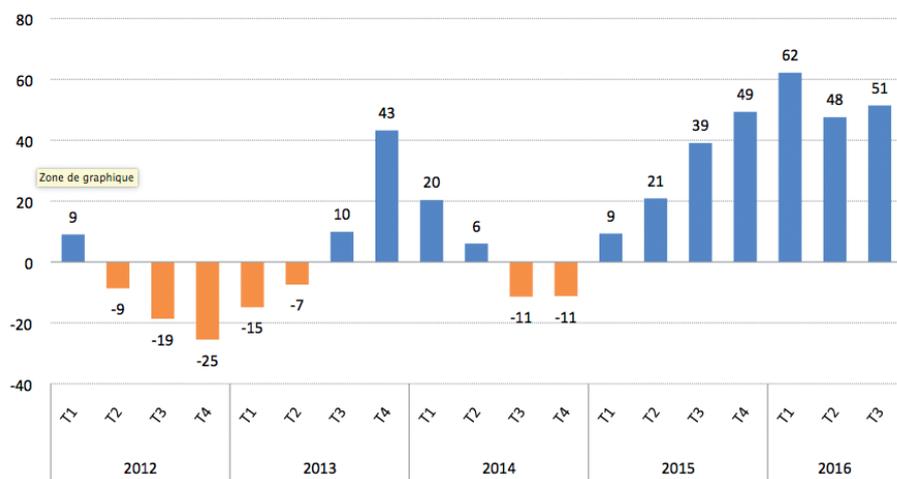
tivité n'est pas seulement une affaire de coût du travail. L'insuffisance des investissements de modernisation et d'innovation dans les entreprises reste le principal facteur du décrochage de la compétitivité française.

Une reprise des créations d'emplois dans le secteur marchand

Au 3^{ème} trimestre, on a enregistré 51 000 créations

moins fortement (- 4700 emplois au 1^{er} trimestre contre - 7500 au 2^{ème} trimestre). Dans la construction, la situation s'est améliorée. Le secteur ne détruit plus d'emplois. Seuls les services contribuent à la création nette d'emplois (27000 contre 39 000 au trimestre précédent). Le principal créateur d'emplois au 3^{ème} trimestre est l'intérim avec presque 30 000 emplois. Ces emplois intérimaires sont en majorité créés dans l'industrie, puis les services et la construction. En incluant l'intérim, l'industrie et la construction redeviennent créateurs nettes d'emplois comme les services.

Destruction-créations d'emplois salariés (milliers de personnes)



nettes d'emplois salariés, dont 48 000 dans le secteur marchand. Sur l'ensemble de l'année 2016, on avoisinerait les 200 000 créations nettes d'emplois salariés, soit le plus haut niveau depuis 2007. Dans l'industrie, la tendance des destructions d'emplois se poursuit mais

Les créations d'entreprises sont au plus haut et les faillites au plus bas

Le nombre de créations d'entreprises hors microentreprises a enregistré une forte croissance depuis le début de 2016. Plus de 330 000 (+ 9%) nouvelles entreprises ont été créées ce qui est un record historique. En comptabilisant les microentreprises, la progression est moins forte (+ 5%).

Tous les secteurs ont bénéficié de cette tendance y compris dans l'industrie et la construction (16% et 7%). Dans le même temps, les faillites

connaissent une forte baisse depuis le début de l'année. Il y a eu 1200 faillites de moins comparativement à 2015. Là aussi, cette amélioration concerne tous les secteurs y compris l'industrie et la construction dont le nombre de faillites recule de 12% par trimestre.

Activité, chômage et emploi, une rétrospective décennale (2007-2016)

La croissance de la population active reste très forte en France avec un gain de 1,22 million de personnes depuis 2005, essentiellement dû aux personnes de plus de 50 ans. La population en âge de travailler vieillit et son comportement d'activité évolue, en relation avec les réformes successives des retraites.

Cette croissance du nombre des actifs est un obstacle à la réduction du chômage.

L'emploi dans les secteurs marchands s'est redressé sur la période 2012-2016 avec 230 200 emplois salariés créés, alors que plus de 430 000 postes avaient été perdus entre 2007 et 2012. Le taux d'emploi en équivalent temps plein a recommencé à augmenter depuis la fin 2015.

Mais notre pays n'a toujours pas retrouvé son niveau d'emploi salarié de 2007 dans le secteur privé, et n'a donc pas effacé l'impact de la récession de 2008-2009.

Le mouvement récent de création nette d'emploi s'est accompagné d'une vive croissance de l'intérim (+28,7% en

4 ans) et dans une moindre mesure des CDD (+6,9% en moyenne entre 2012 et 2015).

Enfin, le secteur non marchand a contribué à cette embellie globale de l'emploi salarié, via les emplois aidés (emplois d'avenir, notamment), qui ont augmenté de 68% de 2012 à 2016, après avoir diminué de 24,4% de 2007 à 2012. Sur un plan qualitatif, le taux de CDI dans les emplois salariés reste très majoritaire, (85,5% en 2015). Toutefois le taux de recrutement en CDD dépasse 80%, et la baisse du taux de CDI depuis 2004 indique une certaine dégradation de la situation.

Enfin, le sous-emploi, après avoir fortement augmenté de 2007 à 2012 sous l'effet du choc de 2008, a progressé à un rythme moindre.

En conclusion, en dépit des améliorations perceptibles depuis la fin 2015 la situation de l'emploi ne s'améliorera pas de façon significative à court moyen terme en l'absence d'une meilleure croissance économique.

Variation des indicateurs d'emploi

	Variations 2007-2012		Variations 2012-2016	
	Effectifs (milliers) ou points de %	%	Effectifs (milliers) ou points de %	%
Emplois salariés SMNA	- 433,4	- 26,4	+ 230,2	+ 1,44
Taux d'emploi en équivalent temps plein	- 0,6	- 0,9	+ 0,2	+ 0,33
Taux de temps partiel en % de l'emploi total	+ 0,7	+ 4,0	+ 0,6	+ 0,33
Sous-emploi	+ 148	+ 10,0	+ 58	+ 3,6
Taux de CDI dans l'emploi salarié	0	0	- 0,8*	- 0,9*
CDD	+ 65	+ 3,0	+ 154*	+ 6,9*
Intérim	- 38	- 6,9	+ 146**	+ 28,7**
Contrats aidés non marchands	- 100	- 24,4	+ 211*	+ 68,0*

Source : Insee, enquête emploi ; *donnée du 4^{ème} trimestre 2015, **Provisoire, estimation flash-TR-04 ; Insee, IR-41-16 février 2017

Variations des indicateurs de chômage depuis la fin 2007

Champ : métropole

(en milliers)	Variations 2007-2012		Variations 2012-2016	
	Effectifs	%	Effectifs	%
Chômage BIT	+ 815	+ 41,32	+ 18	+ 0,6
« Halo » autour du Chômage	+ 163	+ 14,4	+ 165	+ 12,7**
Sous-emploi	+ 144	+ 10,2	+ 58	+ 3,6
DEFM A	+ 1 116	+ 55,4	+ 342	+ 10,9
DEFM A, B, C	+ 1 539	+ 49,8	+ 847,1	+ 18,3
DEFM A, B, C, trois ans et plus	+ 218	+ 76,5	+ 338	+ 67,3

Source : Insee, Dares. ** : 3^{ème} trimestre pour 2016.